

Avis voté en plénière le 8 novembre 2011

# Les négociations climatiques internationales à l'aune de la conférence de Durban

## Déclaration du groupe des associations

Deux ans après Copenhague, que pouvons-nous attendre de Durban ? L'avis présenté par Céline Mesquida indique des pistes de solutions concrètes pour une politique internationale ambitieuse de lutte contre le changement climatique.

Mais au-delà de ces propositions, la rapporteure observe que l'échec relatif de Copenhague a suscité une certaine désillusion de la société civile quant à la capacité des États à prendre des mesures volontaristes pour le climat. De fait, par rapport aux gouvernements, les sociétés civiles semblent avoir davantage pris conscience de l'urgence d'agir. Mesurons le chemin parcouru ! En 2003, dans un avis sur l'environnement et le développement durable, nos prédécesseurs dans cette assemblée pointaient la lente et difficile appropriation par les acteurs économiques et sociaux des enjeux environnementaux en général et climatiques en particulier. Aujourd'hui, force est de constater que la société civile a avancé à pas de géant. Cette évolution est en grande partie liée à la mobilisation de nos organisations, des associations en premier lieu mais également des entreprises et des syndicats, qui ont favorisé l'appropriation de ces questions par l'ensemble des citoyens.

Ce décalage entre la société civile et les engagements des gouvernements nous encourage à insister sur les propositions contenues dans l'avis autour de la gouvernance internationale du climat. Le groupe des associations est attaché à ce qu'un dialogue civil ouvert, transparent et régulier puisse exister entre la société civile et les pouvoirs publics. Au niveau national, ce dialogue civil doit pouvoir se traduire, comme indiqué dans l'avis, par des échanges constructifs entre les associations et les partenaires sociaux d'une part et les négociateurs gouvernementaux d'autre part. En particulier sur les enjeux climatiques qui nous engagent sur le long terme, l'intérêt général est partagé. Le groupe des associations soutient donc avec force les propositions visant à « *repenser la place des organisations de la société civile dans les négociations climatiques* » et relatives à la création d'une agence de l'environnement à l'ONU.

Cet approfondissement de la gouvernance doit permettre d'engager les transformations économiques et sociales qui devront nécessairement accompagner les engagements des États en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. L'avis souligne qu'après Copenhague, les engagements nationaux volontaires ont été largement insuffisants. C'est pourquoi notre groupe souscrit pleinement à la préconisation de prolongation du protocole de Kyoto pour aller vers un accord global. À Durban, les États devront également se mettre d'accord sur des mécanismes de financement à même de rendre possibles les mesures d'adaptation au changement

climatique au niveau international. À cet égard, le dernier G20 est naturellement décevant puisque la proposition de taxe sur les transactions financières n'a pas pu se traduire concrètement. Pour grand nombre d'associations, la France doit prendre ses responsabilités et travailler à la collecte de cette taxe au niveau de la zone euro dans un premier temps. Ce mode de financement dit « *innovant* » doit poursuivre deux objectifs complémentaires : lutter contre la pauvreté et permettre la mise en œuvre de politiques de lutte contre le changement climatique.

Enfin, le groupe des associations souhaite insister sur le rôle majeur que l'Union européenne a à jouer dans la lutte contre le changement climatique. À Copenhague, le manque d'unité de l'Union et le mandat extrêmement restrictif donné par les chefs d'État et de gouvernement à la Commission ont entravé la capacité de l'Europe à faire avancer les négociations par le haut. Pourtant, notre continent peut être à la pointe de cette bataille qui ne concerne plus seulement les « *générations futures* » comme le souligne justement notre collègue Jean Jouzel, mais qui nous concerne toutes et tous et pour laquelle notre génération portera une responsabilité retentissante.

Le groupe des associations a voté l'avis.